

23 janvier 2007 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. Jacques Chirac, Président de la République, avec Future TV, LBC et France 24, le 23 janvier 2007, sur l'aide économique et le maintien de la paix au Liban, les relations avec la Syrie et l'Iran, la question palestinienne, et sur la politique française au Moyen-Orient.

Bonjour à tous et à toutes. Jeudi s'ouvrira dans la capitale française la conférence dite Paris III, réunion pour l'aide économique au Liban.

Nous sommes ici au palais de l'Élysée, le siège de la présidence de la République française, où le Président Jacques Chirac a bien voulu nous recevoir pour répondre aux questions de France 24 et également à celles de deux chaînes de télévision libanaises, Future TV, représentée par Mona Essaid, et LBC, représentée par Marcel Ghanem.

QUESTION - Monsieur le Président, merci de nous recevoir. On a bien compris que cette conférence vous tient à cœur. On a bien compris également qu'il ne s'agit pas uniquement de débloquer des fonds pour venir en aide au Liban, même si les besoins du pays sont considérables. C'est la raison pour laquelle vous avez souhaité, avant que nous n'entrons dans le vif de cet entretien, faire quelques remarques sur l'importance et la pertinence de cette conférence.

LE PRESIDENT - Cette conférence de Paris III, la première ayant eu pour initiateur Rafic HARIRI, qui a fait tant pour le Liban, pour un Liban stable, est avant tout une conférence de solidarité et d'espoir. Nous venons de subir une nouvelle guerre au Liban et je pense, naturellement, aux victimes, aux morts, aux blessés, à ceux qui ont perdu un être cher, à ceux qui ont perdu leur maison, leur emploi, à tous ces jeunes ne sachant plus que faire, qui manifestent ou émigrent de plus en plus nombreux. Ce qui est extrêmement grave pour le Liban. C'est à cela que je pense et c'est cela qui a justifié un effort de solidarité internationale, à mon avis sans précédent. Nous allons réunir jeudi les personnalités les plus compétentes pour apporter aide et solidarité au Liban. Je souhaite que ce soit un succès, je n'en doute pas.

QUESTION - Monsieur le Président, vous allez présider la conférence de Paris III. Compte tenu du climat actuel qui règne sur le terrain au Liban, qui est très tendu, quelles sont vos attentes pour cette conférence ?

LE PRESIDENT - Mon attente, je vous l'ai dit, c'est la solidarité. Le Liban est dans une situation financière très sérieuse, très grave. Vous avez aujourd'hui au Liban une dette qui représente 185 % de sa richesse nationale. Le Liban a un besoin urgent d'être financièrement soutenu et aidé. Et donc, nous demandons à toute la communauté internationale d'apporter cette aide, qui peut l'être soit par des dons, soit par des reports d'échéances financières. Tout ceci peut être combiné mais c'est indispensable. Il est évident que le comportement, que je ne juge pas, je ne fais pas d'ingérence dans les affaires du Liban, de ceux qui en profitent pour créer des difficultés sociales, au moment même où on réunit la conférence, n'est pas de nature à encourager ceux qui veulent aider, donner les moyens au Liban de survivre. Alors, naturellement, cela peut satisfaire des politiciens. Mais qui paie la note au total ? C'est l'ensemble des Libanais qui, incontestablement, ne se voient pas encouragés par les manifestations que nous observons. Les problèmes politiques

peuvent se traiter autrement que dans la rue.

QUESTION - Monsieur le Président, le Liban participe à la conférence de Paris III à un moment où le gouvernement est divisé. Pensez-vous que sans stabilité politique on peut attendre des pays qui participent à la conférence de Paris III des engagements importants sur le plan financier ? Et ne pensez-vous pas que Paris III aura le même effet que Paris I et II, faire retarder la crise de quelques mois ?

LE PRESIDENT - Paris I et Paris II ont eu des effets plus positifs que cela. Il faut dire que la forte personnalité, le sens national historique de Rafic HARIRI, y était pour beaucoup. C'est vrai que l'on risque de ne pas être très encouragé d'aider le Liban, mais la communauté internationale obéit à des règles. Le gouvernement libanais est issu d'élections légitimes. Ces élections ont eu lieu. Elles n'ont pas été contestées. Le gouvernement est issu de ces élections. Ce gouvernement est donc légitime. Qu'il ne plaise pas à tout le monde, c'est tout à fait normal. Est-ce que vous croyez que le gouvernement français plaît à tout le monde ? Certainement pas. Aucun gouvernement dans aucune démocratie ne plaît à tout le monde. Mais tout le monde a suffisamment de sens de la démocratie et de la raison pour reconnaître qu'un gouvernement démocratique s'impose. Le gouvernement libanais aujourd'hui est reconnu par la communauté internationale comme un gouvernement démocratique issu d'élections elles-mêmes démocratiques. Le jour où d'autres élections décideront autrement, eh bien, ce sera un autre gouvernement. Mais, je le répète, je ne veux pas faire d'ingérence. Je suis attaché à tous les Libanais. Je n'ai pas de préférence parmi les Libanais. Je suis attaché à tous les Libanais quelle que soit leur origine, leur appartenance. Je respecte tous les Libanais, mais je leur conseille d'obéir aux règles générales de la démocratie, c'est-à-dire d'attendre que des élections normales se fassent pour, le cas échéant, changer de gouvernement. Sinon, ils ne seront jamais pris au sérieux par la communauté internationale. Et qui paiera les conséquences de cela ? Ceux sont les malheureux Libanais qui ne seront pas aidés comme l'on pourrait les aider.

QUESTION - Vous avez fait allusion à la crise intérieure au Liban mais qui dit Liban dit aussi contexte régional. Comment démêler l'écheveau de cette crise sans penser au rôle par exemple de la Syrie, à la présence, on l'a vu, lors de l'opération militaire cet été, d'Israël ? On ne peut pas parler uniquement du Liban sans parler des pays frontaliers, limitrophes.

LE PRESIDENT - Ça c'est certain. Il est vrai que nous devons tous, et la communauté internationale doit avoir pour ambition, d'exiger de l'environnement du Liban que l'on fiche la paix au Liban, que l'on laisse le Liban gérer normalement ses affaires comme un pays démocratique, indépendant, libre. Ce qu'il est, et ce qu'il doit être. C'est vrai qu'il y a toutes sortes d'ingérences qui, il faut le reconnaître, ne sont pas acceptables au nom de la gestion démocratique du monde.

QUESTION - Et cette conférence peut aider, justement, à atténuer les ingérences ?

LE PRESIDENT - D'abord, cette conférence peut apporter l'aide nécessaire immédiate, qui est indispensable. Pratiquement, le gouvernement libanais n'a plus d'argent. Or il a des choses à payer : il a l'armée libanaise qui maintenant occupe, heureusement, le sud du Liban et doit être payée £ les armements qui doivent être achetés £ tout le fonctionnement du Liban qui doit être assumé. Donc, cette conférence a d'abord pour objectif d'apporter au budget libanais les moyens d'assumer ses responsabilités. Et cela, c'est l'intérêt de tous les Libanais, quelle que soit leur origine.

Deuxièmement, le Liban a des dettes. Dans les cinq ans qui viennent, ses dettes sont importantes £ on peut l'aider en reportant ces dettes, en annulant certaines dettes, pour lui faciliter les choses. Le gouverneur de la Banque du Liban, M. SALAME, qui est un homme universellement respecté, reconnu comme tel par la communauté internationale, a un certain nombre de propositions à faire sur la gestion financière du Liban et sur la participation de la communauté financière libanaise à l'effort général du Liban.

De surcroît, il faut que les pays qui entourent le Liban soient un peu raisonnables et ne fassent pas d'ingérence systématique. Vous évoquiez la Syrie. Nous avons l'exigence qu'elle ne fasse plus d'ingérence dans les affaires libanaises. Nous avons, en ce qui concerne Israël, la nécessité

de régler le problème des termes de Cnebaa. De même, nous ne pouvons pas considérer comme normales les incursions aériennes d'Israël sur le territoire du Liban. Il faut respecter le Liban. Le Liban a besoin de moyens, il a besoin d'argent pour réparer les dégâts, mais il a besoin aussi qu'on le respecte et que l'on ne fasse pas d'ingérences dans ses affaires.

QUESTION - Monsieur le Président, pensez-vous que l'enquête internationale sur l'assassinat de M. HARIRI menée par le juge BRAMMERTZ est sur la bonne voie ? Est-ce que la France a coopéré avec la commission internationale ?

LE PRESIDENT - Vous faites allusion à des propos qui ont été tenus par une certaine presse. Alors, je vous rassure, la France coopère de la façon la plus totale et sans réserve, comme la plupart des pays, avec la commission internationale que dirige le juge BRAMMERTZ, qui est un homme éminemment compétent et respectable. Je pense que cette commission aboutira à des résultats concrets qui permettront de déterminer quels sont les auteurs de l'attentat monstrueux, vraiment monstrueux, qui a été commis contre Rafic HARIRI et, d'ailleurs, des 14 ou 15 attentats qui ont suivi cet assassinat et qui sont vraiment des méthodes de sauvages, des méthodes que l'on ne peut que condamner de la façon la plus ferme.

Le fait d'avoir un tribunal international est doublement important. D'abord parce qu'il permettra de sanctionner les responsables de ces assassinats, ce qui est tout de même la moindre des choses. Mais également parce qu'il rendra les gens plus prudents pour l'avenir. Le seul fait d'avoir un tribunal international sous l'égide de l'Organisation des Nations unies rendra peut-être les assassins potentiels un peu plus prudents...

QUESTION - Mais dans ce cas, Monsieur le Président, pensez-vous que la communauté internationale doit avoir recours au Chapitre VII pour former ce tribunal ?

LE PRESIDENT - C'est un problème complexe qui doit être réglé entre le gouvernement libanais et le Conseil de sécurité de l'ONU. Pour moi, l'essentiel, c'est que le plus rapidement possible, et c'est ce qui se fera, le Tribunal international soit mis en état de fonctionner, et que le juge BRAMMERTZ puisse apporter ses conclusions à ce tribunal international. Et je crois que c'est ce qui se passera. Les modalités, c'est une question de négociations entre le gouvernement libanais et le Conseil de sécurité.

QUESTION - Monsieur le Président, c'était la résolution 1701. Au sein de la FINUL, il y a des soldats français. Comment évaluez-vous l'application de la résolution 1701 ? La FINUL est-elle à même de remplir sa mission, au vu des incidents, des survols, sans devenir une cible d'attaques, surtout après les informations à propos d'infiltrations d'Al Qaïda au Liban ?

LE PRESIDENT - La FINUL a quand même été un grand progrès. Premièrement, cela l'a été dans un contexte qui a permis à l'armée libanaise de se déployer dans le sud-Liban. Et c'était la première fois depuis longtemps. Or, on ne peut pas imaginer un pays autonome et indépendant qui ne soit pas souverain sur l'ensemble de son territoire. Il n'y a pas de pays dans le monde qui ne soit pas souverain sur la totalité de son territoire. Donc, un pays qui n'est pas souverain sur l'ensemble de son territoire n'est pas un pays. C'était d'ailleurs l'une des grandes idées de Rafic HARIRI. Donc, on a permis de régler ce premier problème et je veux rendre hommage à la qualité, au courage et à l'intelligence des soldats libanais en position sur le terrain, qui n'ont pas beaucoup de moyens, parce que le gouvernement libanais n'a pas beaucoup de moyens, mais qui se sont bien comportés, qui sont de bons soldats.

Deuxièmement on a renforcé la FINUL. La FINUL était tout de même assez légère, elle est maintenant renforcée. Vous avez pu voir que nous avons des moyens. Les Français notamment ont envoyé des moyens importants, y compris des chars lourds. Nous espérons qu'elle pourra remplir l'ensemble de sa mission. Je ne suis pas inquiet pour la FINUL, je crois que c'est un pas important qui a été fait en faveur du Liban. La preuve c'est que les armées israéliennes se sont retirées.

QUESTION - Vous avez fait tout à l'heure allusion aux forces politiques en présence au Liban. Il y a qu'on le veuille ou non le Hezbollah qui est soutenu par l'Iran et récemment on a pris une initiative française dont vous êtes à l'origine qui consisterait à reprendre langue avec le régime de Téhéran pour pouvoir influencer sur la situation au Liban. Ma question est la suivante : Pourquoi la Syrie n'est-elle pas à vos yeux fréquentable et pourquoi l'Iran deviendrait-il fréquentable ?

LE PRESIDENT - Je tiens à vous dire d'abord que pour moi la Syrie n'est pas infréquentable. J'ai le plus grand respect pour le peuple syrien qui est le descendant d'une vieille civilisation et pour lequel j'ai beaucoup d'admiration. En revanche, l'expérience m'a montré que les dirigeants syriens actuels, qui sont des dirigeants qui représentent une minorité des Syriens, il est difficile de les croire. Donc j'attends, pour avoir des relations avec la Syrie, d'avoir la certitude que des engagements seront pris. J'ai observé que les quelques Européens qui ont essayé d'obtenir des engagements de la Syrie sont tous revenus penauds. Il ne s'est rien passé, ils n'ont rien obtenu. L'Iran est tout à fait différent. Je voudrais vous dire que j'ai vu dans la presse, mais la presse ce n'est pas toujours l'évangile n'est-ce pas, qu'il y avait des intentions cachées de la France d'avoir des contacts politiques avec l'Iran. C'est tout à fait dépourvu de fondement. Ce n'est pas exact pour une raison simple : le problème essentiel avec l'Iran, c'est naturellement le problème de l'enrichissement de l'uranium, le nucléaire. Ce problème ne peut pas être réglé par la France avec l'Iran, c'est un problème qui est traité actuellement par la communauté internationale, composée d'une part par les trois Européens, France, Allemagne et Angleterre, et d'autre part, par les Russes, les Chinois et les Américains. C'est donc six pays qui discutent ensemble. Il est tout à fait évident que la France n'a pas l'intention de faire bande à part dans cette affaire.

QUESTION - Même pour aider le Liban ?

LE PRESIDENT - Il n'est pas question que nous puissions discuter du nucléaire avec l'Iran sans que ce soit en accord complet et en osmose avec nos cinq autres partenaires. Il y a le problème du Liban qui est un problème spécifique et auquel la France, vous le savez, tient tout particulièrement. Nous avons eu dans le passé des discussions avec l'Iran, non pas avec des responsables politiques mais par l'intermédiaire des services, ce qui est tout à fait naturel et tout à fait légitime. C'est la raison pour laquelle tout ce que dit la presse n'est pas vrai mais n'est pas faux non plus. C'est la raison pour laquelle nous avons imaginé, peut-être, que si l'Iran avait quelque chose à dire sur le Liban, dans l'intérêt du Liban, du calme au Liban et de la préparation de la solidarité internationale en faveur du Liban, alors nous aurions pu avoir un contact par l'intermédiaire de nos services, tout en tenant naturellement informé nos partenaires. Ce contact n'a pas eu lieu pour le moment parce que les modalités n'en ont pas été mises au clair. Et donc pour le moment c'est une question en suspens qui n'intéresse que le Liban et pas autre chose.

QUESTION - Pour parler du Liban, pensez-vous que les accords de Taëf constituent toujours une base pour le règlement du Liban et malgré les critiques que l'on entend sur Taëf, que pensez-vous des risques de partition et d'implantation ?

LE PRESIDENT - Taëf a été un grand moment. Vous savez, l'idée de Taëf a été conçue dans l'esprit de Rafic HARIRI. Je suis témoin de cela. Un jour, il est venu me voir pour m'expliquer l'idée qu'il avait et qui s'est ensuite traduite par Taëf avec l'accord naturellement de l'Arabie Saoudite, des pays arabes. Je crois que c'était une bonne initiative et qu'un certain nombre de choses sont prévues dans l'accord de Taëf. Je crois qu'il faudrait le respecter.

QUESTION - Est-ce que vous vous pensez qu'il y aura des élections présidentielles en septembre prochain au Liban, et le futur Président devra-t-il être un Président de compromis ?

LE PRESIDENT - J'ai une règle absolue : je ne fais pas d'ingérence dans les affaires intérieures du Liban. Le Liban choisira dans le cadre de sa règle constitutionnelle un Président qui sera élu par le Parlement et j'espère que ce sera le meilleur possible.

QUESTION - Un Président du 14 mars...

LE PRESIDENT - Je n'ai pas à porter de jugement sur ce point. Un Président qui sera le meilleur possible, un Président qui représentera une majorité naturellement.

QUESTION - Les caractéristiques de ce Président ?

LE PRESIDENT - Si vous voulez que j'insiste sur une caractéristique, j'espère qu'il sera francophone. Vous savez, le seul moyen de sortir de la crise du Liban, c'est de respecter les institutions et les accords sur lesquels ces institutions sont bâties. Toutes les initiatives de contestation donnent une mauvaise image du Liban, découragent la communauté internationale d'aider le Liban. C'est finalement les malheureux Libanais qui paient la note de tout cela et si j'avais un mot, je dirais presque d'amour pour le Liban, c'est véritablement d'être raisonnable, de

renouer le dialogue, de discuter ensemble, de trouver des compromis nécessaires, de donner une bonne image à la communauté internationale et de faire en sorte que l'aide indispensable, non pas seulement au gouvernement du Liban, non pas seulement aux partis politiques mais à tous les Libanais, puisse être apportée normalement par une communauté internationale qui est tout à fait favorable à l'idée d'apporter cette aide mais qui risque d'être un peu découragée de voir les événements tels qu'ils se présentent.

QUESTION - Monsieur le Président, nous allons passer au dossier palestinien. La communauté internationale n'a pas cessé de demander aux Palestiniens d'entreprendre un processus démocratique. Après l'arrivée du Hamas au pouvoir, on note qu'un peuple entier est sanctionné. Jusqu'à quand cette politique de deux poids, deux mesures peut-elle être appliquée et ne nourrit-elle pas après tout le choc des civilisations ?

LE PRESIDENT - Beaucoup de gens ont voulu, dans le monde, des élections en Palestine. Je n'étais pas parmi ceux qui considéraient que c'était le plus urgent. Je dois dire d'ailleurs qu'Abou MAZEN partageait aussi ce sentiment. Mais on a dit qu'il faut des élections, parce que c'est la démocratie. A partir du moment où on a fait des élections, il faut respecter ces élections. Bien entendu, il est normal, il est légitime, que le nouveau pouvoir issu des élections respecte le passé, c'est-à-dire les engagements qui avaient été pris par l'OLP vis-à-vis de la communauté internationale. Je pense en particulier, à la reconnaissance d'Israël et aux différents engagements pris entre l'OLP et les autres parties prenantes. Moyennant quoi, il est normal et légitime qu'on apporte l'aide nécessaire aux Palestiniens, car là encore, qui paie, si j'ose m'exprimer ainsi, les pots cassés ? Ce sont les malheureux Palestiniens. J'ai milité pour que l'Union européenne n'interrompe pas son aide aux Palestiniens. Je vous rappelle qu'en 2006, l'Union européenne a envoyé aux Palestiniens 650 millions d'euros, c'est-à-dire plus qu'en 2005. Je me suis beaucoup réjoui de la décision récemment prise par Israël de débloquer les fonds bloqués au titre des droits de douane et qui étaient dus aux Palestiniens. Il faut impérativement apporter aux Palestiniens l'aide nécessaire, sinon, là encore, les résultats à la fois humains, sociaux et politiques seront désastreux.

Dans la situation actuelle, quelle est la solution ? Elle passe, par le biais du Quartet, qui va se réunir à Paris à titre provisoire en marge de la conférence et qui se réunira ensuite à Washington. Je propose qu'il y ait une conférence internationale, non pas pour dire ce qu'il faut faire aux uns et aux autres, mais pour garantir aux uns et aux autres que ce qu'ils auront décidé sera réellement appliqué. Autrement dit, s'ils décident de mettre les frontières à un endroit, s'ils décident de prendre un certain nombre de mesures, alors la conférence internationale aurait pour objet de garantir aux uns et aux autres que ce sera appliqué. Parce que le fond du problème, c'est qu'entre Israël et les Palestiniens, ce qui manque c'est la confiance. La confiance a disparu, ou elle est en tous les cas très insuffisante. Il faut rétablir la confiance, et pour rétablir la confiance, l'un des moyens, c'est de dire qu'à partir du moment où vous décidez, où vous prenez des décisions, nous, communauté internationale, nous prenons les mesures permettant de garantir que ces décisions seront respectées. Si vous décidez que la frontière est là, on mettra des hommes là, pour que la frontière soit garantie.

QUESTION - Pensez-vous que la France adoptera la même politique, en l'occurrence, la vôtre, vis-à-vis du Moyen-Orient, au Liban, en Palestine, en Syrie, après les élections présidentielles ?

LE PRESIDENT - Je le pense et je le souhaite. Il y a une vieille tradition franco-libanaise, je dirais aussi franco-syrienne, franco-moyen orientale. La France a toujours respecté et aimé le Moyen Orient. Je prends un exemple, l'Arabie Saoudite. J'ai connu plusieurs Présidents de la République, j'ai connu le Général de GAULLE, j'ai même été dans son gouvernement, j'ai été dans beaucoup de gouvernements, parce que j'ai commencé très tôt. J'ai connu le Général de GAULLE, j'ai connu Monsieur POMPIDOU, j'ai connu Monsieur Giscard d'ESTAING, j'ai connu Monsieur MITTERRAND. Nous n'avons jamais changé. Les relations entre l'Arabie Saoudite, un grand pays, et la France, ont toujours été des relations de confiance, d'estime, d'amitié. Je ne vois pas pourquoi cela changerait. Ce que je dis de l'Arabie Saoudite, je pourrais le dire de tous les autres pays du Moyen Orient. Et je le souhaite, avec l'ensemble du Moyen-Orient. Les

relations avec l'Égypte, c'est la même chose. Avec les Emirats Arabes Unis, avec le Qatar, avec Bahreïn, avec maintenant le Koweït, avec Oman, ce sont des pays avec lesquels nous avons des relations très confiantes, très amicales. Et cela est vrai avec tous les Présidents successifs. Je ne vois pas pourquoi cela changerait.

QUESTION - Et la politique étrangère de la France envers le Liban et le Proche-Orient, d'après vous, sera maintenue après les élections ?

LE PRESIDENT - Honnêtement, je le pense. Je disais tout à l'heure que j'ai observé que quels que soient les régimes, cette politique étrangère, s'agissant du Moyen Orient en général, du Liban en particulier, n'a pas changé. J'espère qu'elle ne changera pas.

QUESTION - Monsieur le Président, notre entrevue touche à sa fin, il nous reste qu'à vous remercier au nom de Future TV et de LBC. Merci beaucoup de nous avoir reçus et nous suivrons sur nos antennes respectives avec beaucoup d'intérêt cette conférence, en espérant que les vœux que vous formulez pour le Liban soient exaucés. Merci encore.

LE PRESIDENT - Je vous en remercie. Je vous remercie beaucoup d'être venus ici.